



Arrêté n° PM/39/2023

ARRETE MUNICIPAL FIXANT DES LIMITATIONS ET RESTRICTIONS D'EAU SUR LE TERRITOIRE COMMUNAL

Ville d'ARLES SUR TECH

Le Maire d'ARLES-SUR-TECH

Vu le Code de l'environnement et notamment ses articles L.210-1, L.211-3 et R.211-66 à R.211-70,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-4 et L.2215-1 ;
Vu le code de la santé publique ;
Vu le code civil et notamment ses articles 640 à 645 ;
Vu le code pénal et notamment ses articles R.610-5 et 131-13 ;
Vu l'arrêté préfectoral cadre n°DDTM/SER/2018/150-0002 du 30 mai 2018 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau du département ;
Vu l'arrêté préfectoral des Pyrénées-Orientales du 9 mai 2023 portant restrictions temporaires des usages de l'eau, et plaçant le secteur en niveau de gravité renforcé, ainsi que les arrêtés préfectoraux complémentaires survenus depuis cette date ;
Vu le plan communal d'économie d'eau mis en place dans la commune et la charte d'engagement signée par la commune le 15 mai 2023 ;

Considérant la baisse considérable des réserves d'eau potable de la commune ainsi que la baisse des débits sources et des cours d'eau alimentant le réseau ;

Considérant le déficit pluviométrique et l'absence d'amélioration significative de la situation à court terme ;

Considérant le risque de rupture d'alimentation en eau potable de la commune et les difficultés de lutte contre les incendies consécutives au manque d'eau ;

Considérant la nécessité de préserver les usages prioritaires, dont en premier lieu la santé, la sécurité civile, l'approvisionnement en eau potable et la préservation des écosystèmes aquatiques ;

Considérant qu'en application de l'article L2212-2 du code général des collectivités territoriales le maire peut prendre des mesures de police administrative générale adaptée à la situation locale pour restreindre les usages de l'eau sur le fondement de la salubrité et de la sécurité publiques ;

ARRÊTE

Article 1 : Consommation domestique de l'eau

L'utilisation de l'eau à des fins domestiques doit être restreinte au strict minimum, c'est-à-dire limitée à l'alimentation en eau potable des populations, aux usages sanitaires et à l'abreuvement des animaux.

Article 2 : Usages limités ou interdits

Les restrictions d'usage de l'eau applicables sur le territoire communal sont fixées par l'arrêté préfectoral en vigueur portant restrictions temporaires des usages de l'eau. Ces restrictions concernent tous les moyens de prélèvement de l'eau : puits, forages, canaux d'arrosage, retenues de stockage, réseau public, etc.

En complément de ces restrictions générales, les mesures suivantes sont mises en place spécifiquement sur le territoire de la commune :

- En application de l'article 5 de l'arrêté préfectoral en vigueur, l'arrosage des potagers vivriers est possible sur le territoire communal, sans utiliser les canaux d'irrigation, et uniquement le mardi et le samedi de 21h à 2h.
- L'usage des bornes incendie est strictement réservé au Service Départemental d'Incendie et de Secours.
- Les services communaux seront autorisés à arroser les plants d'arbres et d'arbustes plantés en pleine de terre depuis moins de 2 ans, entre 21h et 2h, dans la limite de 20% des volumes habituels, et sous réserve de la mise en place d'un paillage végétal.

Article 3 : Durée d'application

Les prescriptions du présent arrêté sont applicables dès sa publication et jusqu'à la date du 13/06/2023 inclus.

Elles seront actualisées au tant que de besoin, par arrêté complémentaire, en fonction des débits constatés et de l'évolution pluviométrique.

Article 4 : Sanctions

Tout contrevenant aux mesures du présent arrêté s'expose à une peine d'amende prévue pour les contraventions de 2^{ème} classe.

Article 5 : Délai et voies de recours

Le présent arrêté peut faire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, l'objet :

- D'un recours gracieux auprès du maire de la commune d'Arles sur Tech
- D'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessibles par le site internet www.telerecours.fr

A ARLES-SUR-TECH, le 23/05/2023

Le Maire,
David PLANAS

